



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1989/35
20 décembre 1988

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-cinquième session
Point 17 b) du projet d'ordre du jour

APPLICATION DU PROGRAMME D'ACTION POUR LA DEUXIEME DECENNIE DE LA LUTTE
CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE

Rapport annuel sur la discrimination raciale présenté par
l'Organisation internationale du Travail, conformément
à la résolution 1588 (L) du Conseil économique
et social et à la résolution 2785 (XXVI)
de l'Assemblée générale

1. Dans sa résolution 1588 (L) du 21 mai 1971, le Conseil économique et social a invité l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à présenter à la Commission des droits de l'homme des rapports sur la nature et les effets de toute discrimination raciale, spécialement en Afrique australe, dont elles auraient connaissance dans leurs domaines de compétence respectifs.
2. Dans sa résolution 2785 (XXVI) du 6 décembre 1971, l'Assemblée générale a fait sienne cette invitation et a demandé que lesdits rapports soient présentés chaque année.
3. Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint à la Commission des droits de l'homme le rapport annuel de l'OIT.

Rapport annuel de l'Organisation internationale du Travail

Les activités de l'OIT contre la discrimination raciale ont comporté l'adoption d'une Déclaration mise à jour concernant l'action contre l'apartheid en Afrique du Sud et en Namibie, ainsi que d'un Programme d'action contre l'apartheid qui était annexé à la Déclaration. Ces activités ont également comporté un suivi de l'évolution de la situation en Afrique du Sud et en Namibie dans le domaine du travail et des questions sociales et la diffusion d'informations à ce sujet, et une assistance technique aux mouvements de libération nationale, aux travailleurs noirs et à leurs syndicats indépendants à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique du Sud et de la Namibie, ainsi qu'aux Etats de première ligne.

La Déclaration mise à jour, adoptée par la Conférence internationale du travail à sa soixante-quinzième session, en juin 1988, est jointe en annexe au présent rapport. Il convient de noter que des modifications ont été apportées tant au titre qu'au contenu de cette Déclaration, sur la recommandation d'une Conférence tripartite spéciale sur l'action contre l'apartheid qui a été organisée à Harare (Zimbabwe), du 3 au 6 mai 1988, par le Conseil d'administration de l'OIT. La Déclaration, qui dans ses deux versions antérieures, était intitulée "Déclaration concernant la politique d'apartheid de la République sud-africaine", est désormais expressément dénommée "Déclaration concernant l'action contre l'apartheid en Afrique du Sud et en Namibie" et le Programme d'action annexé à celle-ci témoigne autant de l'importance attachée à l'action contre l'apartheid et à la Namibie. Le contenu de la Déclaration nouvellement mise à jour tient compte de l'effet cumulatif des recommandations qui ont été formulées par la Commission de l'apartheid de la Conférence internationale du travail depuis 1981, date de la dernière mise à jour, ainsi que des suggestions qui ont été faites, pendant la réunion tripartite préparatoire d'Harare et lors de la session de la Conférence internationale du travail à laquelle elle a été adoptée, par les gouvernements et les organisations d'employeurs et de travailleurs participant à ces réunions.

Le rapport spécial du Directeur général du BIT sur l'application de la Déclaration concernant la politique d'apartheid en Afrique du Sud, dont la Conférence internationale du travail était également saisie à sa soixante-quinzième session, en juin 1988, contenait une analyse détaillée de l'évolution de la situation en Afrique du Sud et en Namibie dans le domaine du travail et des questions sociales. Il présentait également des informations fournies par les membres tripartites de l'OIT sur les mesures prises contre l'apartheid comme suite à une demande adressée par le Bureau international du Travail conformément à la Déclaration. En outre, un chapitre du rapport spécial du Directeur général traitait de l'action internationale menée dans le cadre des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales.

Après avoir examiné le rapport spécial et recommandé l'adoption de la Déclaration mise à jour et du Programme d'action par la Conférence internationale du travail, la Commission de l'apartheid de la Conférence internationale du travail a formulé un certain nombre de recommandations tendant à ce qu'une action urgente soit entreprise. Il était notamment recommandé à la Conférence d'inviter tous les gouvernements, les organisations d'employeurs et de travailleurs, ainsi que le Bureau international du Travail,

à faire des représentations aux autorités sud-africaines pour obtenir de celles-ci qu'elles renoncent à promulguer les amendements proposés à la loi sur les relations professionnelles et à adopter la loi sur les politiques pour l'ordre intérieur. Il convient de noter que cette dernière mesure a été retirée par le Gouvernement sud-africain, tandis que la première, bien qu'elle a été promulguée, fait l'objet d'une plainte en violation du principe de l'OIT relatif à la liberté d'association, qui a été présentée au Conseil d'administration de l'OIT par le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU). Conformément à la procédure établie, la plainte a été renvoyée par le Conseil d'administration de l'OIT au Conseil économique et social, à titre de mesure préliminaire avant son examen éventuel par la Commission d'investigation et de conciliation en matière de liberté syndicale du Conseil d'administration. Dans une autre recommandation, la Commission de l'apartheid de la Conférence a prié les organisations d'employeurs d'inviter instamment leurs membres qui ont des filiales en Afrique du Sud à s'abstenir de toute forme de rétorsion à l'encontre des travailleurs et de leurs syndicats lorsqu'ils entreprennent des actions de protestation contre les amendements législatifs et autres dispositions restrictives similaires; elle a également invité les syndicats à lancer des campagnes spéciales en vue de mobiliser un soutien maximal au mouvement syndical noir indépendant dans sa protestation contre les amendements législatifs proposés et les dispositions restrictives qui ont clairement pour objet de le paralyser.

Dans d'autres recommandations en vue d'une action urgente, la Commission de l'apartheid de la Conférence a appelé l'attention des gouvernements et des organisations d'employeurs, respectivement, sur le paragraphe 2 de la partie II et sur le paragraphe 5 de la partie III du Programme d'action contre l'apartheid, concernant le refus d'octroyer des prêts et des facilités de crédit à l'Afrique du Sud et la nécessité d'interdire la collaboration avec l'Afrique du Sud dans les opérations sur le marché international de l'or; les syndicats ont, de même, été invités à lancer parmi leurs affiliés des campagnes spéciales destinées à placer sur les banques et les établissements financiers concernés le maximum de pressions quant au rôle qu'ils peuvent jouer dans l'octroi de prêts et de crédits commerciaux aux autorités et institutions sud-africaines. Les gouvernements ont été invités en outre à faire respecter, de façon soit multilatérale, soit unilatérale, un strict embargo sur le charbon et à renforcer l'embargo sur le pétrole en demandant à leurs acheteurs et à leurs transporteurs de pétrole des garanties absolues de ne pas revendre ce pétrole à l'Afrique du Sud, ni de l'acheminer vers ce pays. En outre, les gouvernements ont été appelés à participer à une action concertée pour mettre fin aux tentatives du Gouvernement sud-africain de parvenir à l'autosuffisance en matière d'énergie par l'imposition d'un embargo sur les activités destinées à contribuer à de telles tentatives, tandis que les employeurs étaient appelés à une action visant à décourager les sociétés ou institutions financières de coopérer avec les programmes sud-africains visant à l'autosuffisance dans le domaine de l'énergie.

Un certain nombre de demandes ont été adressées au Bureau international du Travail, à savoir : une demande tendant à ce que le Directeur général prépare un rapport spécial sur l'application ou la non-application par les gouvernements et les organisations d'employeurs et de travailleurs des recommandations susmentionnées; une demande tendant à ce que le Directeur général poursuive ses efforts afin de trouver une solution de rechange aux

services bancaires existants et d'insister auprès des banques et institutions financières dont les services sont utilisés par le BIT pour qu'elles s'abstiennent d'octroyer des prêts et des crédits commerciaux aux autorités, institutions et entreprises sud-africaines; une demande tendant à ce que le Directeur général prépare une étude sur le marché de l'or avec l'Afrique du Sud pour permettre de déterminer quelles seraient les sanctions envisageables dans ce domaine et qui pourraient être examinées à la session suivante de la Conférence internationale du travail; et une demande tendant à ce que le Conseil d'administration de l'OIT soit invité à instituer un groupe spécial de contrôle formé de trois experts indépendants, chargé de suivre et de contrôler la mise en oeuvre des sanctions et autres actions contre l'apartheid. Ces recommandations ont été portées à l'attention du Conseil d'administration de l'OIT, et un rapport sur les mesures prises à leur sujet sera présenté à la Conférence internationale du travail à sa soixante-seizième session, en juin 1989.

Les activités opérationnelles concernant des programmes d'assistance technique relevant du domaine de compétence de l'OIT ont fait l'objet d'un rapport au Comité sur la discrimination du Conseil d'administration de l'OIT, à sa deux cent quarante et unième session, tenue en novembre 1988. Les informations données avaient trait aux questions suivantes :

Formation professionnelle. 1) Centre de formation professionnelle pour les Namibiens à Cuacra (Angola) : La mise en oeuvre de la phase II du projet a débuté au cours de cette période et s'achèvera en 1991. Des cours de formation ont continué d'être dispensés en mécanique automobile, en maçonnerie, en charpenterie et en menuiserie, en installations et réparations électriques, dans le travail des métaux et en plomberie. Les travaux de construction ont commencé par des dortoirs supplémentaires et une bibliothèque pour le centre. A la suite d'une étude du projet, le Conseil d'administration du centre a tenu sa onzième session en novembre 1987. La seconde promotion, composée d'une centaine d'étudiants, a reçu son diplôme en décembre 1987 et comptait 60 % de femmes. Le personnel du centre comprenait quant à lui 30 personnes, dont sept experts régionaux et trois instructeurs namibiens. Ces derniers sont toujours en nombre insuffisant; dix postes d'instructeurs namibiens sont restés inoccupés. La deuxième session du Conseil d'administration du centre est prévue pour novembre 1988. 2) Centre pilote de formation professionnelle pour l'ANC à Dakawa (République-Unie de Tanzanie) : Ce projet a continué d'être mis en oeuvre par l'ANC sur une base bilatérale avec le Gouvernement norvégien, par l'intermédiaire de l'aide du peuple norvégien. L'ANC a fait appel à des apports spécifiques de l'OIT, comme les modules de qualifications pour l'emploi pour la plomberie, la tuyauterie, le bâtiment, la charpenterie et la menuiserie et les installations électriques. En outre, des conseils techniques ont été fournis au centre par le conseiller régional du BIT pour la formation professionnelle, et l'OIT a également financé la formation en matière de gestion des institutions de formation du futur responsable du centre. L'ANC projette d'ouvrir le centre en janvier 1989. Seize instructeurs de l'ANC ont suivi des cours de formation en Finlande. Par ailleurs, quatre instructeurs confirmés ont été recrutés.

Réadaptation professionnelle. 1) Formation du personnel pour la réadaptation des handicapés victimes des guerres de libération, des réfugiés et des travailleurs migrants : La phase II du projet, qui porte le nouveau titre de "Programme régional de formation et d'emploi du personnel : Mise en valeur des ressources humaines pour les services destinés aux personnes handicapées d'Afrique australe", a commencé en avril 1988 et s'achèvera en mars 1991. Des membres de mouvements nationaux de libération ont continué de participer à ces cours de formation, dispensés dans le cadre de ce projet sous-régional relevant en partie de l'Institut africain de réadaptation, programme commun OIT/OUA. 2) Réadaptation professionnelle des victimes de la guerre et d'autres personnes handicapées : La phase II de ce projet a commencé en 1987. L'admission, à l'heure actuelle, de 45 Namibiens handicapés devrait permettre d'assurer une instruction et une formation de base dans un certain nombre d'institutions zambiennes à la fin de 1988. Des efforts ont été déployés pour sélectionner une autre promotion qui devrait commencer sa formation au début de 1989. La phase actuelle du projet est financée par l'Office suédois pour l'aide au développement international (SIDA).

Création d'emplois et planification. 1) Projet de formation et d'expérience pratiques en matière de planification de l'emploi et du développement en collaboration avec l'Equipe pour la promotion de l'emploi en Afrique australe (SATEP) à Lusaka (Zambie) : Deux stagiaires (l'un de la SWAPO et l'autre de l'ANC) ont été attachés pendant neuf mois à la SATEP. Un troisième stagiaire de l'ANC s'est joint à l'Equipe vers la fin de la période considérée. Les secrétariats des femmes des mouvements de libération nationaux ont été invités à sélectionner des candidates pour participer à ce projet, étant donné l'absence, jusqu'ici, de stagiaires de sexe féminin. 2) Planification de l'emploi et des besoins essentiels en Afrique australe : La SATEP a continué de venir en aide aux pays membres de la sous-région de l'Afrique australe par des travaux de recherche, par exemple en étudiant le profil des qualifications des travailleurs migrants et en fournissant des conseils techniques, notamment sur la création d'emplois pour les mineurs rapatriés. En outre, la SATEP a fourni des conseils techniques et son aide à des organisations intergouvernementales sous-régionales, notamment la Commission du travail de l'Afrique australe (SALC) et la Conférence de coordination du développement en Afrique australe (SADCC). 3) Profil des qualifications des Sud-Africains noirs : cette étude du profil des qualifications des Sud-Africains noirs, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique du Sud, qui a commencé en 1985, est achevée. Elle avait pour objectif de donner un profil fiable des qualifications des Sud-Africains noirs, en relation avec la situation actuelle de la main-d'oeuvre et du marché du travail dans le pays, et les exigences en matière de main-d'oeuvre de l'Afrique du Sud post-apartheid. Le rapport de cette étude, qui a été établi pour être éventuellement publié, analyse en premier lieu la répartition du travail par race et par sexe dans les divers secteurs de l'économie, les variations en matière d'instruction et de formation, les inégalités en matière de salaires et d'accès aux postes de gestion stratégiques, ainsi que les distorsions statistiques dans les données officielles. En second lieu, elle précise les catégories spécifiques de qualifications chez les Noirs dans les principaux secteurs et formule des propositions de recherches futures, par exemple la discrimination en matière de chances d'emploi des femmes et l'évolution de la division raciale du travail.

Développement rural. Voyage d'étude sur la production agricole et sur la participation populaire organisé à l'attention de Namibiens : L'OIT a assuré la préparation d'une étude du Zimbabwe réalisée par huit chefs de département et deux hauts responsables de la SWAPO, en septembre 1988. Etant donné les caractéristiques de la production et le contexte historique du Zimbabwe, on a estimé que l'expérience de ce pays pourrait être applicable au développement rural d'une Namibie indépendante. Ce voyage a consisté en visites approfondies de projets de développement rural au Zimbabwe regroupant différents modèles de schémas de repeuplement, notamment des coopératives des régions sèches et irriguées, des fermes d'Etat, des petites fermes individuelles, d'importantes exploitations agricoles commerciales et des projets ruraux faisant appel à une participation populaire.

Administration du travail. Formation de jeunes administrateurs du travail : La phase III du projet a compris un cours d'initiation élémentaire à l'administration du travail, un cours de haut niveau d'une durée d'un an sanctionné par un certificat en administration du travail dans des institutions nationales et des détachements dans des ministères du travail de certains Etats de première ligne. L'emplacement du projet (ARLAC) a été transféré de Lusaka à Harare. Une mission de consultation d'une durée de deux mois a commencé en septembre 1988 afin d'évaluer le projet et de formuler des propositions pour une future assistance technique à la Namibie dans le domaine de l'administration du travail.

Education ouvrière. Assistance en matière d'éducation ouvrière aux organisations syndicales indépendantes de travailleurs noirs en Afrique du Sud et au syndicat national des travailleurs namibiens : Au cours de l'année passée, les activités entreprises au titre de ce projet ont comporté notamment un séminaire commun avec l'OUSA, tenu à Harare (Zimbabwe) du 29 avril au 1er mai 1988, sur les normes internationales du travail et l'action syndicale contre l'apartheid; des représentants du COSATU, du NACTU, du NUNW, du SACTU et de l'ATUCC ont participé à ce séminaire. Des membres de syndicats noirs d'Afrique du Sud et de Namibie ont également reçu une assistance pour participer à des séminaires et à des ateliers d'éducation ouvrière organisés à l'intention des pays d'Afrique de langue anglaise et des groupes cibles plus larges, comme l'atelier destiné à des trésoriers et responsables budgétaires. Des bourses ont été accordées à quatre membres du COSATU et du NACTU afin qu'ils participent à des cours d'éducation ouvrière au centre de Turin.

Travailleurs migrants. 1) Assistance aux travailleurs migrants en Afrique australe : Ce projet s'est terminé à la fin de 1987. Les activités réalisées comprenaient notamment : a) des recherches sur plusieurs problèmes affectant l'emploi des travailleurs migrants, comme les accords d'embauche conclus entre les Etats fournisseurs de travailleurs migrants et l'Afrique du Sud, les lois affectant les travailleurs migrants étrangers en Afrique du Sud, les qualifications et autres caractéristiques des travailleurs migrants étrangers dans les mines d'or sud-africaines, la sécurité et l'hygiène dans ces mines et l'impact sur le Mozambique de l'ordonnance sud-africaine relative au rapatriement; des publications sous forme d'articles, un livre et des documents de travail pour diffuser les conclusions des recherches; b) la rédaction d'un manuel juridique de références sur les droits des travailleurs migrants noirs en Afrique du Sud destiné à être

utilisé par les syndicats, les travailleurs migrants eux-mêmes et les autres personnes travaillant avec ces travailleurs migrants, notamment les responsables du recrutement et les fonctionnaires en relation avec les unités nationales pour la main-d'oeuvre migrante; c) la rédaction d'un accord type relatif à l'emploi destiné à être utilisé par les Etats membres de la Commission du travail de l'Afrique australe comme modèle dans la préparation de leurs accords individuels avec l'Afrique du Sud; d) l'organisation d'une conférence régionale tripartite sur le travail migrant; e) la création d'unités nationales pour la main-d'oeuvre migrante chargées d'informer les travailleurs migrants sur le départ et de se renseigner auprès des travailleurs migrants de retour. Des idées relatives à des projets de suivi ont également été formulées. 2) Assistance en matière d'éducation ouvrière aux travailleurs migrants en Afrique australe (Lesotho) : La mise en oeuvre de la seconde phase du projet, financé par le DANIDA, a commencé en 1987. Les activités entreprises jusqu'ici ont comporté des séminaires à l'intention des migrants afin de discuter notamment des problèmes qu'ils rencontraient dans leur pays d'origine et dans les mines sud-africaines et des problèmes ayant trait à la participation des migrants au développement et aux efforts dans le domaine des coopératives; des séminaires pour les organisateurs de village et des discussions sur la formation de cercles d'étude du village; des activités génératrices de revenus et programmes de développement du village; des séminaires pour les secrétaires généraux et les autres membres syndicaux. En outre, des matériels d'étude et des aides visuelles ont été préparés. 3) Assistance en matière d'éducation ouvrière aux travailleurs migrants en Afrique australe (Botswana et Mozambique) : Ce projet, qui a commencé en juillet 1988, s'inspire du projet en cours au Lesotho. Il vise, entre autres, à mieux armer les travailleurs du Botswana et du Mozambique, notamment les travailleurs migrants, à les protéger et à promouvoir leurs droits syndicaux et à améliorer leurs conditions de travail et de vie. Il vise également au renforcement de la capacité technique de la Fédération des syndicats du Botswana (BFTU) et de l'Organizaçao dos Trabalhadores de Moçambique (OTM) à exécuter un programme syndical continu de formation et d'information à l'intention des travailleurs migrants et de leurs membres à l'échelon national. Les activités prévues comprennent notamment l'organisation de cours et de séminaires de formation et la mise au point de matériels d'information. Mis à part des consultations sur divers aspects du projet avec la BFTU et l'OTM, on a procédé, dans le cadre de ce projet, à l'évaluation des activités d'éducation ouvrière passées et en cours au Botswana et au Mozambique. Des efforts ont également été déployés pour sélectionner un coordonnateur national dans chacun des pays du projet.

Promotion de la petite entreprise. Promotion de la petite entreprise pour les réfugiés en Zambie : L'Agence norvégienne pour le développement international (NORAD) a contribué au financement de la phase II du projet, qui est actuellement exécutée par l'OIT en collaboration avec la Fédération zambienne des employeurs et le HCR. Le volet rural du projet qui se déroule à l'intérieur du pays s'est concentré sur les activités agricoles entreprises sur les lopins de terre alloués aux réfugiés. Dans le volet urbain, on a continué de développer et de promouvoir la petite entreprise pour les réfugiés de la ville et des environs de Lusaka. Le projet a mis en place un système de crédits renouvelables géré par un conseil d'administration.

Au cours du premier trimestre de 1988, des prêts d'un montant total de 86 332 kwacha ont été accordés à 29 entreprises : épiceries (14); tailleurs (5); tapissiers (2); sculpture sur bois (1); vente de charbon (2); lavette (1); atelier de photographie (1); vente de yaourts (1); boulangerie (1) et pêcheurie (1). Ces petites entreprises ont permis non seulement de créer plus de 40 emplois nouveaux mais également de conserver ceux qui existaient déjà.

Le BIT a continué à diffuser des informations concernant les aspects du système d'apartheid qui affectent la main-d'oeuvre et il a pu développer les moyens dont il dispose à cet égard par suite de la nomination à son bureau de l'information publique, grâce à une assistance fournie par le Gouvernement norvégien, d'un expert associé chargé expressément de s'occuper de ces questions. En outre, il a, grâce à une assistance fournie par des organisations syndicales norvégiennes et néerlandaises, produit un film documentaire de 52 minutes concernant la vie et les activités de quatre délégués syndicaux affiliés à des syndicats sud-africains indépendants. Le film, intitulé "Changing this country", est passé sur plusieurs chaînes de télévision nationales; il a été remarqué à des festivals de films documentaires; et des dispositions ont été prises pour qu'il soit présenté, en 16 mm ou en vidéocassette, par l'intermédiaire des bureaux régionaux et locaux du BIT ainsi que des organisations syndicales et des organisations non gouvernementales intéressées. Un court métrage traitant de la préparation et de l'adoption de la Déclaration mise à jour concernant l'action contre l'apartheid en Afrique du Sud et en Namibie, a également été produit et présenté sur de grandes chaînes de télévision américaines, en particulier dans le cadre du programme "The UN in action".

L'OIT a continué à travailler avec d'autres organismes des Nations Unies, notamment avec le Centre pour les droits de l'homme et le Centre contre l'apartheid, et a collaboré activement avec un certain nombre d'autres organes des Nations Unies, dans le contexte de la Deuxième décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Elle a également travaillé avec d'autres organisations intergouvernementales, régionales et non gouvernementales pour tenter de dégager dans son domaine de compétences un effort concerté dans le sens de l'éradication de l'apartheid et des autres formes de discrimination raciale.

Depuis le dernier rapport annuel soumis par l'OIT, la Convention (No 111) concernant la discrimination (Emploi et profession), 1958, a fait l'objet d'une nouvelle ratification (Cameroun) portant à 109 le nombre total des ratifications. La Convention (No 122) sur la politique de l'emploi, 1964, n'a fait l'objet d'aucune autre ratification, le nombre total des ratifications restant fixé à 71. S'agissant des travailleurs migrants, la Convention (No 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949, et la Convention (No 43) sur les travailleurs migrants (Dispositions complémentaires), 1975, n'ont fait l'objet d'aucune autre ratification, le nombre total de celles-ci restant fixé à 38 et à 15 respectivement. La Convention (No 107) relative aux populations autochtones et tribales, 1957, n'a fait l'objet d'aucune autre ratification, le nombre total des ratifications restant fixé à 27. La Convention (No 117) sur la politique sociale (Objectifs et normes de base), 1962, a fait l'objet d'une nouvelle ratification (Malte), portant à 30 le nombre total des ratifications.

L'application de la Convention No 111 et des autres conventions susmentionnées a donné lieu à des observations et commentaires formulés par la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations à sa session de mars 1988. La Commission de la Conférence a examiné l'étude générale établie par la Commission d'experts sur l'application de la Convention (No 111) et de la Recommandation (No 111) concernant la discrimination (Emploi et profession), 1958. Conformément à la procédure établie, l'étude générale a pris en considération les informations fournies au titre de l'article 19 de la Constitution de l'OIT par 139 Etats et 17 territoires non métropolitains, ou consignées dans des rapports établis au titre de l'article 22 de la Constitution par les Etats ayant ratifié la Convention. Les commentaires reçus de 18 organisations d'employeurs et de travailleurs ont également été pris en considération.

Au titre du programme éducatif et promotionnel de l'OIT visant à l'élimination de la discrimination et à la promotion de l'égalité de chances dans l'emploi, le rapport du Séminaire tripartite sous-régional pour l'Asie orientale sur la promotion de l'égalité de chances dans l'emploi a été publié. Les conclusions des séminaires nationaux et sous-régionaux ainsi que les commentaires reçus des membres de l'OIT sur le projet de guide de directives pratiques sur l'égalité de chances et de traitement dans l'emploi (EGALITE/1985/D.3(Rev.1)) sont examinés actuellement en vue d'une révision de ce document.

L'OIT a poursuivi ses recherches dans le domaine de la discrimination raciale, et des notes et études sur les faits nouveaux survenus dans divers pays ont paru régulièrement dans des publications de l'OIT telles que la Revue internationale du travail et le Bulletin d'informations sociales, ainsi que dans des publications extérieures.

A N N E X E

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL
JUIN 1988

**DÉCLARATION CONCERNANT L'ACTION CONTRE L'APARTHEID
EN AFRIQUE DU SUD ET EN NAMIBIE¹**

La Conférence générale de l'Organisation du Travail,

Rappelant la Déclaration concernant la politique d'apartheid en Afrique du Sud, unanimement adoptée par la Conférence le 8 juillet 1964, et la Déclaration mise à jour adoptée par la Conférence le 18 juin 1981;

Considérant que tous les Membres de l'Organisation, par la Déclaration de Philadelphie incorporée à la Constitution et établissant les buts et objectifs de l'Organisation, ont solennellement affirmé que «tous les êtres humains, quel que soient leur race, leur croyance ou leur sexe, ont le droit de poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité, dans la sécurité économique et avec des chances égales»;

Considérant que l'OIT, aux termes de sa Constitution, a été fondée pour réaliser le programme exposé dans le Préambule de celle-ci et dans la Déclaration de Philadelphie;

Considérant que le gouvernement de l'Afrique du Sud, ayant refusé de promouvoir la réalisation du programme exposé dans le Préambule de la Constitution et dans la Déclaration de Philadelphie, mais ayant adopté et appliqué la politique inhumaine de l'apartheid, absolument incompatible avec les buts et les principes de la Déclaration de Philadelphie, créant ainsi une situation alarmante, encore aggravée par l'extension du système d'apartheid à la Namibie du fait de l'occupation illégale de ce territoire par l'Afrique du Sud, a encouru la condamnation de la Conférence internationale du Travail et s'est retirée de l'Organisation en vertu d'une communication du 11 mars 1964;

Considérant qu'aux termes de la Déclaration de Philadelphie les principes énoncés dans celle-ci sont pleinement applicables à tous les peuples du monde et leur mise en application une question qui intéresse l'ensemble du monde;

Considérant que l'apartheid a été déclaré crime contre l'humanité par l'Assemblée générale des Nations Unies, et que le Conseil de sécurité, dès sa résolution 182 (1963) adoptée à l'unanimité le 4 décembre 1963, a affirmé la conviction que la situation en Afrique du Sud trouble gravement la paix et la sécurité internationales;

Considérant que le système d'apartheid en Afrique du Sud est à la source fondamentale des conflits dans l'Afrique australe dans son ensemble et que l'indépendance de la Namibie, la liberté du peuple sud-africain et la paix et la sécurité dans la région ne peuvent être réalisées que par l'élimination de l'apartheid;

Considérant le Programme pour l'élimination de l'apartheid dans le domaine du travail en Afrique du Sud, adopté en 1964, et toutes les mesures prises ultérieurement pour donner effet à la détermination de l'OIT d'éliminer l'apartheid, y compris les rapports spéciaux annuels du Directeur général sur l'apartheid en Afrique du Sud et le développement des activités du Bureau international du Travail dans ce domaine;

Considérant spécialement le rapport de la Réunion tripartite internationale sur l'action contre l'apartheid tenue à Livingstone en mai 1981, où il est reconnu que la solution du problème de l'apartheid doit prendre en considération l'ensemble des implications politiques de ce système et qui recommande diverses actions pour l'élimination de l'apartheid;

¹ Cette déclaration, adoptée par la Conférence internationale du Travail le 16 juin 1988, met à jour la Déclaration concernant la politique d'apartheid de la République sud-africaine adoptée en 1964 et déjà mise à jour en 1981.

Considérant aussi les rapports de la Conférence tripartite sur l'action contre l'apartheid tenue à Lusaka en mai 1984 et celle tenue à Harare en mai 1988;

Notant que les conclusions de ces réunions ont été ensuite adoptées par la Conférence internationale du Travail;

Partageant la préoccupation croissante de la communauté internationale quant à la détérioration de la situation en Afrique du Sud et en Namibie sous le régime de l'apartheid et au besoin d'action qui s'ensuit, comme il ressort du programme d'action adopté par l'Assemblée générale de Nations Unies et des résolutions et instruments adoptés ultérieurement par cette assemblée (y compris la Convention sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid) ainsi que les résolutions du Conseil de sécurité;

Réaffirmant en outre le besoin de coopérer à la campagne pour l'élimination de l'apartheid avec toutes les organisations, en particulier les Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine et les organisations internationales et régionales de travailleurs et d'employeurs;

Considérant que les faits nouveaux qui sont survenus depuis l'adoption de sa Déclaration et de son programme pour l'élimination de l'apartheid de 1964 ont démontré que l'apartheid continue de priver la population noire du libre accès à l'emploi et à la formation, de la pleine jouissance de la liberté syndicale et du droit d'organisation, et de l'égalité de chances et de traitement dans le domaine du travail, tandis que des événements récents ont montré que, par la politique des bantoustans et l'usage de mesures répressives, le gouvernement de l'Afrique du Sud continue à agir d'une manière qui viole les normes internationales du travail, ce qui demande donc une action urgente de la communauté internationale pour garantir la justice sociale, la paix et la liberté pour tous les peuples d'Afrique du Sud et de Namibie;

Réaffirmant sa détermination de continuer à assumer pleinement la responsabilité qui lui incombe de promouvoir et de contribuer à assurer la liberté comme la dignité des populations d'Afrique du Sud et de la Namibie et à combattre la politique d'apartheid pratiquée par le gouvernement de l'Afrique du Sud;

Fidèle à son rôle de porte-parole de la conscience sociale de l'humanité et affirmant de nouveau sa conviction qu'un gouvernement qui pratique de façon délibérée l'apartheid est indigne de la communauté internationale;

Considérant que seule une action urgente et résolue de la communauté internationale, en particulier l'imposition des sanctions générales et obligatoires par le Conseil de sécurité des Nations Unies qui constituent les mesures les plus efficaces et appropriées dans les circonstances présentes, pourra contraindre le gouvernement de l'Afrique du Sud à abandonner sa politique désastreuse et à collaborer avec les organisations d'employeurs et de travailleurs afin de fonder les relations entre les divers éléments de la population de l'Afrique du Sud et les relations entre le peuple d'Afrique du Sud et le reste du monde sur l'égalité entre les hommes, la justice pour tous, le bon voisinage et le respect mutuel,

1. Réaffirme solennellement sa fidélité au principe fondamental de la Déclaration de Philadelphie, selon lequel «tous les êtres humains, quelle que soit leur race, leur croyance ou leur sexe, ont le droit de poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité, dans la sécurité économique et avec des chances égales».

2. Réaffirme catégoriquement sa condamnation de la politique raciale dégradante, criminelle et inhumaine du gouvernement de l'Afrique du Sud et son extension à la Namibie, politique qui constitue une violation des droits fondamentaux de l'homme et est incompatible avec les buts et objectifs de l'OIT.

3. Réaffirme avec force sa détermination de poursuivre son action jusqu'à ce que soit assuré pleinement, en Afrique du Sud et en Namibie, le respect de la liberté et de la dignité de tous les êtres humains, quelle que soit leur race, et que soient obtenus à cette fin:

– l'élimination totale et définitive de la politique d'apartheid en Afrique du Sud et en Namibie;

- l'abrogation de toutes mesures législatives, administratives et autres qui constituent une violation des principes de l'égalité et de la dignité humaine et une négation directe des droits et des libertés des peuples d'Afrique du Sud et de Namibie;
- l'établissement et l'application suivie d'une politique assurant l'égalité de chances et de traitement pour tous en matière d'emploi et de profession, sans distinction de race, de croyance ou de sexe;
- la cessation de toutes les actions agressives et de déstabilisation économique et sociale dans les pays de première ligne.

4. Invite instamment la Commission de l'action contre l'apartheid de la Conférence internationale du Travail de continuer à contrôler avec une vigueur accrue les mesures prises contre l'apartheid.

5. a) Confirme le mandat du Directeur général d'évaluer et de suivre les développements de la situation en Afrique du Sud et en Namibie dans le domaine du travail et des questions sociales, et de présenter chaque année à l'examen de la Commission de l'action contre l'apartheid de la Conférence un rapport spécial sur ce sujet; à cet effet, de demander aux gouvernements et aux organisations d'employeurs et de travailleurs de fournir individuellement des informations, sous la forme indiquée par le Conseil d'administration, sur les mesures prises contre l'apartheid, conformément aux recommandations contenues dans le Programme d'action contre l'apartheid, y compris des informations sur les cas où des mesures n'ont pas été prises, et où des relations qui renforcent le système d'apartheid ont été poursuivies activement;

b) invite le Comité sur la discrimination du Conseil d'administration à continuer d'examiner les informations définies à l'alinéa a) ci-dessus et de soumettre un rapport à la Commission de l'action contre l'apartheid de la Conférence.

6. Invite le Conseil d'administration et le Directeur général à prendre les dispositions nécessaires pour:

- a) accroître les activités éducatives du BIT et l'assistance technique aux mouvements de libération, aux travailleurs noirs et à leurs syndicats indépendants, ainsi qu'aux entrepreneurs noirs et leurs organisations en Afrique du Sud et en Namibie dans leur lutte contre l'apartheid, en étroite collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine, le Comité spécial contre l'apartheid, la Commission des Nations Unies pour les droits de l'homme et le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, les organisations d'employeurs et de travailleurs africaines et internationales, ainsi que les Etats de première ligne et les autres Etats du voisinage immédiat qui sont gravement touchés par les actes d'agression de l'Afrique du Sud, en particulier par:
 - i) un accroissement des ressources mises à la disposition au titre du budget régulier de l'OIT ou de sources extérieures sur une base bilatérale ou multilatérale, pour élargir la capacité de l'OIT de combattre l'apartheid et de fournir une assistance à ses victimes;
 - ii) l'établissement d'un fonds volontaire pour les travailleurs d'Afrique du Sud et de Namibie, auquel des contributions devraient être faites régulièrement par les Etats Membres de l'OIT ainsi que par les organisations d'employeurs et de travailleurs;
 - iii) l'élargissement du champ de l'assistance de l'OIT aux mouvements de libération d'Afrique australe reconnus par l'Organisation de l'unité africaine, en particulier au moyen de l'utilisation de ses services techniques dans les domaines de la formation professionnelle et de la formation de cadres de l'administration du travail, de la sécurité et de l'hygiène du travail, du développement des coopératives, de l'égalité de traitement pour les travailleuses et de ses services de conseils pour l'élimination de la législation du travail discriminatoire;
 - iv) l'établissement d'un institut de formation pour l'Afrique du Sud, destiné plus spécifiquement à la promotion de la formation et du perfectionnement de la main-d'œuvre;
 - v) l'assistance aux Etats de première ligne et autres Etats voisins accordant aux réfugiés d'Afrique du Sud et de Namibie des facilités dans leurs

propres institutions, par l'octroi de matériel, de services techniques et de bourses;

- vi) la création de facilités de formation et de possibilités d'emploi pour les réfugiés dans leur pays d'accueil, de façon que leurs qualifications soient immédiatement utilisables et servent aussi à leur pays d'origine à leur retour;
 - vii) la coopération avec les gouvernements des Etats se trouvant dans le voisinage immédiat de l'Afrique du Sud et avec leurs organisations régionales, la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe et la Commission du travail de l'Afrique australe, pour la mise au point et l'application de mesures qui leur permettront de réduire leur dépendance envers l'Afrique du Sud, et en particulier la migration de main-d'œuvre vers l'Afrique du Sud;
 - viii) l'octroi aux Etats de première ligne et autres Etats voisins d'une assistance pour le développement d'infrastructures leur permettant de renforcer leur capacité de faire face aux effets de toutes mesures de rétorsion économique qui seraient prises par le régime d'apartheid et de développer la formation de leurs ressources humaines pour assurer la gestion efficace de leurs économies nationales;
 - ix) l'assistance pour la solution à long terme des problèmes concernant la main-d'œuvre migrante, y compris par des programmes de travaux publics et d'autres formes de création d'emplois faisant appel à une main-d'œuvre nombreuse; à court terme, l'assistance aux travailleurs migrants par des conseils pour la négociation de leurs conditions d'emploi et par des informations leur permettant de mieux connaître leurs droits;
 - x) le développement du programme d'informations sur l'apartheid pour ce qui concerne les questions de travail et autres questions d'un intérêt direct pour les travailleurs d'Afrique australe;
- b) utiliser les procédures existantes de l'OIT, y compris celles du Comité sur la discrimination du Conseil d'administration, pour atteindre les objectifs assignés à l'OIT dans son programme d'élimination de l'apartheid;
 - c) encourager et aider financièrement les organisations d'employeurs et de travailleurs dans leurs programmes d'action contre l'apartheid pour qu'elles exercent le maximum de pression en vue de la mise en œuvre des diverses recommandations entrant dans leur domaine de compétence.

7. Renouvelle son appel pressant aux gouvernements, aux employeurs et aux travailleurs des Etats Membres de l'OIT pour qu'ils conjuguent leurs efforts et mettent en œuvre toutes les mesures appropriées afin d'amener l'Afrique du Sud à entendre la voix de l'humanité et à renoncer à sa honteuse politique d'apartheid. A cet égard, la directive de base devrait être le Programme d'action contre l'apartheid, dont le texte est annexé à la présente déclaration.

8. Réaffirme sa volonté de renforcer sa coopération avec les Nations Unies pour rechercher et garantir la liberté et la dignité, la sécurité économique et l'égalité des chances pour l'ensemble des peuples d'Afrique du Sud et de Namibie, notamment avec le Comité spécial contre l'apartheid et le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, ainsi qu'avec l'Organisation de l'unité africaine dans tous les domaines se rapportant à l'élimination de l'apartheid.

9. Prie le Conseil d'administration et le Directeur général de prendre les dispositions nécessaires pour organiser des consultations systématiques en vue de renforcer la coopération de l'OIT avec l'Organisation de l'unité africaine et avec les Nations Unies, y compris le Comité spécial contre l'apartheid, le Conseil pour la Namibie et la Commission des Nations Unies pour les droits de l'homme, ainsi qu'avec les autres institutions spécialisées du système des Nations Unies et les organisations non gouvernementales qui leur sont associées, afin d'intensifier et de coordonner toutes les activités dont l'objectif final est d'éliminer l'apartheid dans toutes ses manifestations à un rythme plus accéléré que jusqu'à présent.

ANNEXE

Programme d'action contre l'apartheid

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Considérant qu'il convient de donner effet à la Déclaration mise à jour concernant l'action contre l'apartheid en Afrique du Sud adoptée par la Conférence internationale du Travail en 1988, à la suite de la déclaration mise à jour adoptée en 1981 et de la déclaration initiale adoptée unanimement par la Conférence en 1964;

Invitant instamment la communauté internationale à prendre avec détermination des mesures destinées à amener le gouvernement de l'Afrique du Sud à abandonner sa désastreuse politique d'apartheid;

Tenant compte du rapport de la réunion tripartite de membres du Conseil d'administration de mai 1980, du rapport de la Réunion tripartite internationale sur l'action contre l'apartheid tenue à Livingstone en 1981 et des rapports des conférences tripartites internationales sur l'action contre l'apartheid tenues à Lusaka en 1984 et à Harare en 1988;

Rappelant en outre le Programme de l'OIT pour l'élimination de l'apartheid dans le domaine du travail en République sud-africaine, adopté en 1964, de même que les mesures prises ultérieurement pour donner effet à la détermination de l'OIT d'éliminer l'apartheid dans le domaine du travail, y compris les rapports spéciaux du Directeur général sur l'application de la Déclaration concernant la politique d'apartheid en Afrique du Sud et en Namibie, le développement des activités du Bureau international du Travail dans ce domaine au moyen d'activités éducatives et promotionnelles plus étendues et le développement de l'assistance technique dans ses domaines de compétence aux peuples d'Afrique du Sud et de Namibie, et leurs mouvements de libération nationale, ainsi qu'aux Etats de première ligne et autres Etats voisins;

Continuant de refléter et de partager la préoccupation croissante de la communauté internationale quant à la détérioration de la situation en Afrique du Sud et en Namibie sous le régime de l'apartheid et au besoin d'action qui s'ensuit, ainsi qu'il ressort des programmes d'action et résolutions adoptés à l'Assemblée générale des Nations Unies et au Conseil de sécurité;

Réaffirmant le besoin de coopérer à la campagne pour l'élimination de l'apartheid avec toutes les organisations, en particulier les Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine et les organisations internationales et régionales de travailleurs et d'employeurs;

Relevant qu'il est devenu nécessaire de réviser le programme d'action de l'OIT et de ses constituants du fait que le gouvernement de l'Afrique du Sud depuis 1981 n'a pas abandonné sa politique d'apartheid, ni l'intensification de ses agressions en Afrique australe, y compris la Namibie, ni son intransigeance face aux pressions internationales et du fait de la polarisation accrue entre les peuples noir et blanc d'Afrique du Sud à la suite de la nouvelle Constitution de 1984, encore aggravée par les élections générales de 1987 réservées aux Blancs;

Recommande que les mesures suivantes soient prises:

1. Action gouvernementale par l'intermédiaire des Nations Unies

Prendre les mesures nécessaires pour donner effet au Programme d'action contre l'apartheid adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi qu'aux résolutions adoptées consécutivement par cet organe et d'autres organes compétents des Nations Unies, et notamment

- a) adopter des sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud, en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies;

- b) établir une unité spéciale de contrôle, en coopération avec l'organisation maritime internationale, le registre Lloyds et le Shipping Research Bureau, ainsi que les autres organisations compétentes pour assurer que les sanctions sont strictement appliquées et identifier ceux qui les contournent;
- c) coopérer par tous les moyens possibles à la mise en œuvre de la résolution 435 des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie.

II. Action gouvernementale

1. Rompre les relations politiques, militaires, culturelles, sportives et diplomatiques avec le gouvernement sud-africain, pour autant que de telles relations aient été maintenues.

2. Arrêter les relations économiques et commerciales et interdire de nouveaux investissements publics et privés en Afrique du Sud, de même que les transferts de technologie nucléaire ou autres au gouvernement sud-africain et aux entreprises paraétatiques et privées en Afrique du Sud. En outre, interdire aux banques l'octroi de prêts et de crédits commerciaux à l'Afrique du Sud ainsi que les transactions sur l'or avec elle. Interdire également la collaboration avec l'Afrique du Sud dans les opérations sur le marché international de l'or, en particulier pour faire échec aux interventions de la compagnie commerciale sud-africaine, l'International Gold Corporation (INTERGOLD).

3. Adopter, par l'intermédiaire des autorités gouvernementales appropriées, y compris les autorités régionales et locales, des mesures strictes de désinvestissement, empêcher tous nouveaux investissements et retirer tous les fonds publics des banques qui maintiennent des relations commerciales avec l'Afrique du Sud, de même que refuser des contrats de fourniture de biens et de services à toutes les firmes et entreprises qui ont des relations commerciales avec l'Afrique du Sud.

4. Refuser l'accès aux installations et services qui permettraient de contourner les sanctions appliquées à l'encontre de l'Afrique du Sud.

5. Décourager l'émigration de leurs nationaux et la promotion du tourisme vers l'Afrique du Sud et prendre d'autres mesures telles que l'interdiction de la publicité en faveur de l'Afrique du Sud et la rupture des liens aériens et maritimes avec ce pays.

6. Refuser de reconnaître les bantoustans, ainsi que l'établissement de représentations et l'entrée des représentants des bantoustans sur leurs territoires, interdire de nouveaux investissements dans ces régions et demander le retrait des investissements déjà existants.

7. Augmenter l'appui économique, y compris l'assistance au développement et la mise en place d'autres systèmes commerciaux, aux pays africains qui sont contraints, en raison de leur situation géographique et économique, de maintenir des liens avec l'Afrique du Sud, particulièrement les Etats africains indépendants qui forment une enclave en Afrique du Sud et ceux qui en sont limitrophes.

8. Accorder une aide matérielle et morale aux mouvements de libération, au mouvement syndical indépendant noir, ainsi qu'aux mouvements populaires qui luttent pour l'élimination de l'apartheid et l'établissement d'un système de démocratie non raciale et du principe majoritaire respectant les droits de l'homme et les libertés fondamentales en Afrique du Sud et en Namibie.

9. Lever tous les obstacles qui empêchent les syndicats de participer à des actions de solidarité avec les travailleurs engagés dans la lutte contre l'apartheid, et en particulier garantir que le système légal ne fait pas entrave aux actions syndicales d'opposition à l'apartheid.

10. Encourager, en accord avec les principes fondamentaux de la Constitution de l'OIT, les initiatives qui peuvent conduire à l'élimination de l'apartheid et à l'établissement d'une paix durable en Afrique du Sud.

11. Renforcer les procédures d'autorisation des exportations ou réexportations d'armes et de matériels assimilés tels que définis dans la résolution 418 du Conseil

de sécurité, afin de garantir qu'aucune livraison n'en est faite à l'Afrique du Sud et à la Namibie en violation des décisions et résolutions du Conseil de sécurité.

III. Action des organisations d'employeurs

1. Faire en sorte que leurs membres n'entretiennent pas de relations économiques, commerciales ou financières avec l'Afrique du Sud, et que les institutions économiques et financières n'accordent pas de prêts à l'Afrique du Sud et ne collaborent d'aucune façon avec le régime d'apartheid.

2. Désinvestir de l'Afrique du Sud et transférer leurs investissements dans d'autres pays africains, spécialement dans les Etats de première ligne et de la Conférence de coordination du développement en Afrique australe (SADCC). Ce faisant, les employeurs devraient prévoir la tenue de consultations rapides avec le syndicat concerné représentant les travailleurs noirs dans l'entreprise sur les conditions et les modalités du désinvestissement. Ces désinvestissements ne devraient pas contourner l'appel pour le désinvestissement en transférant la gestion des sociétés à une direction locale sud-africaine, tout en maintenant les mêmes liens commerciaux.

3. Désinvestir des prétendus bantoustans et cesser toute coopération avec eux.

4. Refuser de coopérer avec les autorités sud-africaines dans la mise en œuvre de la législation sur l'apartheid, s'abstenir d'exploiter tous les avantages procurés par le système d'apartheid, notamment dans les relations de travail et les prétendus «foyers nationaux», et s'engager résolument en faveur de l'abolition de l'apartheid.

5. Inviter instamment les banques et autres institutions financières à s'abstenir d'accorder des prêts ou à fournir des crédits pour le commerce avec l'Afrique du Sud et exhorter les gouvernements à interdire les activités de l'International Gold Corporation (INTERGOLD) dans leurs pays.

6. Fournir un appui technique et financier pour les programmes de développement des petites entreprises et de formation à la gestion au bénéfice des victimes de l'apartheid en exil dans les Etats de première ligne et autres Etats voisins, et organiser dans ces pays des séminaires sous-régionaux pour les employeurs et sensibiliser aussi les employeurs aux souffrances des victimes de l'apartheid.

7. Garantir que leurs membres s'abstiennent de toute forme de victimisation des travailleurs et de leurs syndicats engagés dans la défense des droits fondamentaux des travailleurs en Afrique du Sud et en Namibie et dans des actions de solidarité, à l'extérieur de la République, avec les travailleurs noirs d'Afrique du Sud.

IV. Action des syndicats au niveau mondial

1. Exercer la plus grande pression possible sur leurs gouvernements respectifs pour faire adopter et appliquer des sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud par le Conseil de sécurité des Nations Unies, en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

2. Exercer la plus grande pression possible, y compris par le recours à l'action directe, sur les sociétés mères et leurs filiales à travers le monde dans les cas où leurs filiales en Afrique du Sud ne reconnaissent pas le mouvement syndical noir indépendant et agissent en contradiction avec les normes du travail internationalement reconnues.

3. Exercer la plus grande pression possible sur les filiales, hors d'Afrique du Sud, des entreprises multinationales sud-africaines impliquées dans la violation des normes de travail internationalement reconnues.

4. Accroître la mobilisation des travailleurs et du public grâce à des campagnes d'information en vue d'exercer la plus forte pression possible sur leurs gouvernements respectifs pour qu'ils adoptent des sanctions globales contre l'Afrique du Sud et rompent leurs liens avec ce pays et sur les sociétés ayant des intérêts en Afrique du Sud pour les obliger à se retirer de ce pays.

5. Développer des activités éducatives intensives pour assurer que les travailleurs sont informés des mesures de sanction prises par leur propre pays, afin qu'ils puissent participer à tous les niveaux au contrôle de telles actions et soient prêts à l'action directe contre les sociétés en cas de contournement des sanctions.

6. Organiser des boycottages par les consommateurs et d'autres boycottages afin de promouvoir les sanctions contre l'Afrique du Sud.

7. Accorder une aide financière, matérielle et morale au mouvement syndical noir indépendant en Afrique du Sud et en Namibie, notamment pour l'organisation de campagnes et de programmes d'éducation, et une assistance économique et judiciaire aux syndicalistes emprisonnés ou placés sous surveillance et à leur famille, tout en organisant des actions de solidarité en faveur des travailleurs noirs et de leurs syndicats.

8. Organiser des campagnes pour faire en sorte que les travailleurs n'émigrent pas vers l'Afrique du Sud ou la Namibie ou ne visitent pas ces pays au cours de leurs activités professionnelles, et compléter ces campagnes par des sanctions appropriées envers ceux qui le feraient; censurer la publication des offres d'emploi en Afrique du Sud ou en Namibie et faire pression pour obtenir la fermeture des bureaux de recrutement sud-africains à l'étranger.

9. Retirer tous les fonds syndicaux de toute société ou de tout programme d'investissement ayant des intérêts en Afrique du Sud ou en Namibie et s'assurer qu'aucun fonds de pensions n'est investi dans de telles compagnies, banques ou programme.

10. Exercer les pressions les plus fortes sur les banques et les institutions financières pour mettre fin à leurs prêts en cours et pour empêcher l'octroi de nouveaux prêts et crédits commerciaux à l'Afrique du Sud et à la Namibie, ainsi que les échanges d'or à destination de et avec l'Afrique du Sud. Les syndicats devraient, en outre, organiser des campagnes pour appeler leurs membres à retirer leurs comptes de telles banques.

11. Prendre toute mesure visant à isoler le régime d'Afrique du Sud et à soutenir les activités antiapartheid.

12. Assurer la représentation des syndicats par des délégations aux Nations Unies et dans les agences spécialisées pour favoriser l'application la plus totale du Programme d'action contre l'apartheid.

13. Coordonner l'action syndicale contre l'apartheid, conformément à la Déclaration adoptée par la Conférence internationale des syndicats sur les sanctions et autres mesures d'action contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud, qui a eu lieu à Genève en 1983.

V. Action de l'Organisation internationale du Travail

1. Donner une impulsion accrue à la mise en œuvre de la Déclaration concernant l'action contre l'apartheid et le programme d'action, spécialement en ce qui concerne le paragraphe 6 du dispositif de la déclaration et les paragraphes suivants de la présente section.

2. Développer la formation à la gestion et à la direction d'entreprises et favoriser des programmes de développement des petites entreprises pour les victimes de l'apartheid en exil dans les Etats voisins et les personnes déplacées, afin de créer des emplois indépendants pour ces personnes démunies et de les préparer aux responsabilités des affaires dans une Afrique du Sud démocratique et non raciale ainsi que dans une Namibie démocratique indépendante.

3. Développer les activités dans les domaines de l'éducation ouvrière, de la formation professionnelle, de l'assistance aux travailleurs migrants, de l'amélioration des infrastructures et d'autres domaines d'activité au bénéfice des travailleurs d'Afrique australe, y compris des Programmes de formation générale des travailleurs pour les syndicats d'Afrique du Sud et de Namibie. Ces programmes de-

vraient être menés en association avec les organisations syndicales des Etats de la première ligne, notamment avec la coordination et la coopération du Conseil central de coordination syndicale d'Afrique australe (SATUCC).

4. Assurer une plus large diffusion d'informations dans tous les Etats Membres et au public par tous les moyens possibles, y compris les publications de l'OIT, sur les atrocités perpétrées par le régime d'apartheid sud-africain en Afrique du Sud et en Namibie, ainsi que dans les Etats de première ligne et les Etats voisins, afin de faire pièce à l'occultation des informations imposée par le gouvernement sud-africain en vertu de ses mesures d'urgence oppressives et de rompre le silence observé par les moyens d'information de masse.

5. Adresser de nouveau des appels au PNUD, aux institutions financières internationales et à tous les donateurs multilatéraux et bilatéraux pour qu'ils fournissent des ressources supplémentaires pour les activités susmentionnées.

6. Demander aux Membres constituants de l'OIT de fournir un rapport précis, point par point, sur la déclaration, sur chaque paragraphe du programme d'action qui y est annexé et sur les conclusions adoptées à chaque session de la Conférence.

VI. Autres actions

1. La Conférence appelle les gouvernements, les organisations d'employeurs et de travailleurs et l'OIT à poursuivre et renforcer la campagne pour la libération de tous les syndicalistes et prisonniers politiques en Afrique du Sud et en Namibie. A cet égard, la Conférence déplore et dénonce toutes mesures qui nient et violent les droits civiques et syndicaux en Afrique du Sud.

2. La Conférence appelle les gouvernements, les organisations d'employeurs et de travailleurs, les organisations non gouvernementales et les particuliers à contribuer dans toute la mesure possible au Fonds pour l'action de résistance à l'invasion, au colonialisme et à l'apartheid (AFRICA), ainsi qu'à fournir des contributions pour permettre la réalisation rapide de ses objectifs.